



Bulletin Privatization Watch: 3 octobre 2016

[Abonnez-vous](#) au bulletin bimensuel, [lire en ligne](#) ou [téléchargez une version PDF](#)



Photo : UMWomen – [Creative Commons](#)

D'après John Quiggan, économiste australien militant contre la privatisation, [« il ne faut pas se voiler la face : la concurrence et le profit ne fonctionnent pas dans les secteurs de la santé, de l'éducation ou des prisons »](#). Il a en outre énuméré une [longue liste d'échecs de la privatisation à travers le monde](#). « Au final, il ne s'agit pas d'opposer le secteur public au secteur privé. Le problème vient plutôt du fait que **la concurrence du marché et l'appât du gain, qui y est inévitablement associé, vont à l'encontre de l'orientation professionnelle et liée aux services qui réside au cœur des services sociaux, quels qu'ils soient**. Peu importe l'habileté avec laquelle les régulateurs des marchés élaborent leurs programmes d'incitations, la course au profit trouvera toujours un moyen de passer outre. Il est grand temps qu'en tant que société, nous reconnaissons ce problème et revenions à ce qui fonctionne réellement. »

De nouvelles fuites ont récemment confirmé que l'Accord sur le commerce des services – négocié à huis clos – empêchera les gouvernements de privilégier les technologies énergétiques propres, telles que les énergies solaire et éolienne, au profit des énergies fossiles, [et promouvra la privatisation](#). « Nous savons à présent que l'ACS viendra mettre à mal les résultats de la COP21, encore plus déréglementer le secteur financier, [pérenniser les privatisations manquées en empêchant l'Etat d'en reprendre le contrôle](#), et porter atteinte aux lois sur la confidentialité des données. Quels autres grands secrets nos gouvernements nous taisent-ils ? », a lancé Rosa Pavanelli, la Secrétaire générale de l'ISP.

-----

Le **Forum de la société civile** fait désormais partie intégrante des Réunions de printemps et des Assemblées annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et du Groupe de la Banque mondiale, offrant aux organisations de la société civile (OSC) une plateforme de dialogue et d'échange avec les membres du Groupe de la Banque mondiale et le FMI d'une part, mais également avec leurs pairs, les délégations gouvernementales, et d'autres parties prenantes, sur un grand nombre de sujets. Le Forum se tiendra du mardi 4 octobre au vendredi 7 octobre 2016, à Washington DC. Le [programme du Forum](#) comprendra une session d'orientation sur le Groupe de la Banque mondiale ; une table ronde avec les Directeurs exécutifs du Groupe de la Banque mondiale ; une [réunion publique](#) avec le Président du Groupe de la Banque mondiale Jim Yong Kim et la Directrice générale du FMI Christine Lagarde ; une réception à l'intention des OSC avec les haut(e)s dirigeant(e)s des deux institutions ; et une quarantaine de débats, principalement organisés par les OSC, reflétant la multiplicité des préoccupations politiques des OSC.

**Réunion stratégique de la société civile** : « [Vague de partenariats public-privé : défis et perspectives](#) ». Organisée en amont du Forum, cette réunion stratégique entend rassembler les OSC des hémisphères nord et sud autour de nombreux sujets (tels que les droits humains, la dette, le changement climatique, le financement des infrastructures, la transparence et la responsabilité), afin de discuter des différentes failles des projets de PPP et d'échanger des perspectives sur d'éventuelles activités conjointes de plaidoyer. Cette réunion se concentrera sur les PPP dans différents secteurs ainsi que sur certaines de leurs conséquences intersectorielles, notamment au regard des engagements en matière de durabilité fiscale, de droits humains et de changement climatique.

## **Afrique & Pays arabes**

**Ghana** : [Le combat contre la privatisation de la compagnie électrique nationale du Ghana \(Electricity Company of Ghana, ECG\) se poursuit](#). « Dans un entretien accordé à *Joy News* peu après la réunion, **Patrick Binyemi, le Secrétaire de l'Association des hauts responsables de l'ECG**, a déclaré que **la MiDA avait reçu l'ordre de suspendre toute procédure tant que le président n'avait pas donné de directives**. Il a ajouté que la première réunion d'appel d'offres, qui devait être organisée par la MiDA en octobre en vue de choisir le concessionnaire reprenant la direction de l'ECG, **avait été reportée en raison de cette décision**. » Toutefois, « la Millennium Development Authority (MiDA) a démenti l'existence d'une directive la sommant de suspendre l'ensemble des activités liées à la privatisation partielle de l'ECG tant que le président ne lui transmettait pas d'instructions. Pamela Djamson-Tetty, la Directrice de la communication et des relations publiques de la MiDA, a révélé à Myjoyonline.com que les déclarations imputées au **Secrétaire de l'Association des hauts responsables de l'ECG Patrick Binyemi** étaient fausses. »

**Ile Maurice**: En février, le gouvernement mauricien a signé avec la Banque mondiale un accord de [Services de conseil remboursables](#), destiné à améliorer l'approvisionnement en eau sur l'ensemble des îles de la République de Maurice. Selon d'autres publications parues dans la presse, la Banque mondiale recommanderait au gouvernement mauricien de recourir à un partenariat public-privé à travers lequel [80 % des recettes](#) iraient dans la poche du partenaire privé. Dans une déclaration faite à la presse, le ministre des Energies et des Services publics, Ivan Collendavello, a annoncé publiquement [l'augmentation du prix de l'eau](#), en déclarant que « cette augmentation est inévitable, car la République de Maurice est l'un des pays au monde où l'eau coûte le moins cher ». En outre, il a indiqué que cette augmentation constituait une mesure essentielle pour permettre à la Central Water Authority (CWA) de mener à bien sa mission de manière efficace. Auparavant, Ivan Collendavello avait déjà annoncé que [la privatisation de la CWA était « inévitable »](#).

D'après certains rapports, la hausse du prix de l'eau pourrait être [de l'ordre de 20 à 30 %](#). Les affiliés de l'ISP en République de Maurice – l'Association des employés du secteur public (*Government Services Employees Association, GSEA*), la Fédération des organismes paraétatiques et autres syndicats (*Federation of Parastatal Bodies and Other Unions, FPBOU*) et le Syndicat des employés des autorités locales (*Local Authorities Employees Union, LAEU*) – ont lancé une campagne d'action conjointe afin de lutter contre la privatisation de l'eau, et organiseront le 15 septembre une conférence de sensibilisation sur « les services publics de qualité et la privatisation de l'eau ». Celle-ci sera suivie [d'une marche dans les rues de Port-Louis](#), la capitale de Maurice.

**Nigeria** : La section du Syndicat du personnel universitaire (*Academic Staff Union of Universities, ASUU*) de la *Federal University of Technology Akure (FUTA)* s'enlise dans un conflit avec l'administration [au sujet de la privatisation de l'école primaire du personnel de l'institution](#) et du changement de nom de l'établissement. « Ces décisions **sont contraires aux accords de 1992-2009 conclus entre le gouvernement fédéral et l'ASUU sur le bien-être de son personnel**, prévoyant la fréquentation gratuite de l'école primaire du personnel pour les enfants des membres du personnel universitaire », déplore le syndicat. Et d'ajouter que les autres universités fédérales du pays n'ont pas adopté de mesures similaires. « Parmi les universités fédérales du Nigeria, c'est uniquement à la FUTA que le personnel de l'école primaire a été licencié ».

**Nigeria** : D'après *les médias*, [le gouvernement fédéral prévoit de céder la société de distribution du Nigeria \(\*Transmission Company of Nigeria, TCN\*\) à des concessionnaires privés](#). « Nous avons appris qu'un certain nombre d'investisseurs locaux et internationaux avaient fait pression sur le gouvernement pour ouvrir le capital de TCN au secteur privé. » Néanmoins, « aucun(e) représentant(e) du gouvernement n'a souhaité faire de commentaire officiel à ce sujet. Le projet final devrait être révélé une fois le projet provisoire rédigé et entériné par le Conseil national de la privatisation (NCP). »

## Asie-Pacifique

**Australie** : [Les travailleurs/euses des services publics de santé se battent contre le projet de privatisation de cinq hôpitaux de Nouvelle-Galles du Sud](#). « D'après **Brett Holmes, le Secrétaire général de l'Association de sages-femmes de Nouvelle-Galles du Sud (*New South Wales Midwives Association*)**, les établissements de soins de santé privés présentent un risque accru de mauvaise gestion. "Les opérateurs privés dépendent des actionnaires, et sont donc davantage préoccupés par le profit que par la qualité des soins de santé", a-t-il déclaré. "La question de la prise en charge des patient(e)s à long terme nous préoccupe grandement, dans la mesure où aucun grand opérateur hospitalier privé n'a été préparé à s'accorder sur des ratios patient(e)s/personnel infirmier en Nouvelle-Galles du Sud. Sans ces ratios, la sécurité des patient(e)s doit tenir compte du budget, et maintenant du profit, pour déterminer les niveaux de dotation en personnel." M. Holmes a rappelé que **les infirmiers/ères et les sages-femmes n'ont obtenu qu'une garantie de deux ans au regard de leurs conditions de travail et de leurs salaires, sans aucune possibilité de négociation. "Ni la NSWNMA, ni nos membres n'ont été avertis ou consultés avant l'annonce d'aujourd'hui"**, a-t-il ajouté. »

**Australie** : En 2014, l'Association des services publics (PSA) de Nouvelle-Galles du Sud a adressé une pétition de 25 000 signatures au parlement de Nouvelle-Galles du Sud, s'opposant à la privatisation des services de soins aux personnes âgées, en situation de handicap et de soins à domicile (ADHC). **Cependant, le gouvernement actuel a refusé d'aborder ce sujet.** Dès lors, [la PSA a fait passer sa campagne en faveur des services publics à la vitesse supérieure](#). « Récemment, l'ASP a lancé le projet "Stop the Secret Sell Off", incluant des publicités diffusées à la radio, des affiches, un site Web et une pétition, tous destinés à sensibiliser les habitant(e)s de Nouvelle-Galles du Sud à l'énormité du programme de privatisation du gouvernement Baird. Vous pouvez faire la différence, en visitant le site Web et en invitant vos amis et votre famille à en faire de même. Sur le site Web, vous pouvez écouter la publicité diffusée à la radio, vous informer sur les autres processus de privatisations, ainsi que signer et partager la pétition. Consulter le site Web du projet : [www.stopthesecretselloff.com.au](http://www.stopthesecretselloff.com.au). »

**Australie** : Dans un [rapport préliminaire](#), la Commission australienne de la productivité a appelé à la privatisation d'importantes parties du secteur des services sociaux, notamment les logements sociaux, les services dentaires publics et les hôpitaux publics. Toutefois, « ce rapport révèle que les réformes entreprises sous l'ancien gouvernement travailliste au regard de l'enseignement professionnel et de la formation entre 2009 et 2012 **illustrent parfaitement ce qu'il ne faut pas faire**. A cet égard, le document souligne le fait que le gouvernement ne contrôle pas suffisamment les prestataires de services éducatifs, et **ne vérifie pas si les utilisateurs de ces services bénéficient véritablement des financements publics**. Cette situation a engendré une augmentation exponentielle du nombre de prestataires de services, ainsi que d'élèves devant payer la totalité des frais de scolarité. De nombreux élèves croulent ainsi sous des dettes qu'ils ne seront peut-être jamais en mesure de rembourser, une situation qui vient en outre grever le budget du gouvernement australien. » Les commentaires sur ce rapport préliminaire sont ouverts jusqu'au 27 octobre.

**Australie** : [Une « vague d'action en justice » déferle sur Centrelink, le programme australien de bien-être au travail, qui a été privatisé](#). « **Le Syndicat australien des travailleurs/euses sans emploi (*Australian Unemployed Workers' Union, AUWU*)** est à l'origine de cette action en justice, qui entend examiner **le comportement des sociétés privées** auxquelles le

gouvernement a demandé de gérer les programmes d'aide à l'emploi. (...) **Le Président de l'AUWU, Owen Bennett**, a déclaré que le syndicat recevait de plus en plus de témoignages de travailleurs/euses sans emploi faisant état de la suspension ou de la réduction soudaine de leurs allocations de chômage ou d'invalidité. »

**Australie** : **Les services de placement devraient être privatisés en Tasmanie**. « De nombreux points mécontentent [le personnel soignant du secteur public], notamment au regard du soutien, de la communication [et] de la possibilité de faire part de ses inquiétudes. » Le Dr Watchorn a déclaré avoir émis des recommandations à la ministre des Services sociaux Jacquie Petrusma il y a plusieurs mois, mais ses appels sont restés sans réponse. Mme Petrusma n'a pas souhaité s'exprimer à ce sujet. En outre, le Dr Watchorn a **suggéré à l'Association du personnel soignant des services de familles d'accueil et de parenté de Tasmanie (Foster and Kinship Carers Association of Tasmania) de militer au nom du personnel soignant**, et de mettre sur pied un comité indépendant afin d'examiner les inquiétudes soulevées. » [The Mercury (Hobart), 13 septembre 2016]

**Australie** : [La privatisation des services publics affecte les zones rurales, avance The Border Mail](#). « L'Australia Post est un important prestataire de services pour le gouvernement, et doit le rester. En cas de privatisation, la hausse des coûts et l'allongement des délais de livraison pourraient bien devenir systématiques. Si la privatisation met résolument l'accent sur le profit, la fourniture des services doit toutefois demeurer prioritaire dans certains domaines, notamment dans les zones rurales et les régions du pays. »

**Inde** : Des manifestations ont éclaté contre la **privatisation du parc « Vuda Central City Park »**, situé dans la ville de Visakhapatnam, [cédé à un proche du ministre d'Etat pour une période de 20 ans](#). « Les manifestant(e)s ont scandé des slogans et ont appelé le gouvernement à revoir sa proposition. Ils/elles ont appelé [l'autorité de développement urbain de Visakhapatnam] à maintenir le parc en l'état, dans la mesure où **il a vu le jour grâce à la mobilisation des partis de gauche, des organisations de masse et des associations bénévoles**. Il convient par ailleurs de rappeler que BJP MLA P. Vishnukumar Raju s'est fermement opposé à la privatisation de ce parc. »

**Japon** : Le gouvernement souhaite privatiser Kyushu Railway, et espère récolter 3,8 milliards de dollars grâce à la vente de ses actions, ce qui en ferait [la privatisation la plus importante du secteur ferroviaire depuis 1997](#). Cependant, d'après Bloomberg, « Kyushu Railway n'est pas une simple compagnie ferroviaire... 60 pour cent de ses ventes et de ses bénéfices proviennent d'autres activités, telles que **la promotion immobilière, le commerce, le tourisme, les services financiers, la gestion de parcs d'attraction et de maisons de soins**. »

**Nouvelle-Zélande** : [Les élections municipales d'Auckland soulèvent des questions liées à la privatisation](#). Phil Goff, le candidat travailliste annoncé favori pour les élections, a déclaré qu'il ne privatiserait pas le système de distribution de l'eau de la ville, mais qu'il était ouvert aux « partenariats public-privé » afin de « financer la croissance ».

**Pakistan** : [Les membres de l'Association des directeurs/trices d'école du Pendjab se mobilisent contre la privatisation de leurs écoles](#). L'association a demandé au gouvernement provincial de ne pas céder les écoles publiques à la Punjab Education Foundation, aux Punjab Daanish Schools et aux Centres of Excellence Authority. « Ils/elles ont affirmé qu'un climat de peur était en train de s'installer, au vu du renvoi de certain(e)s directeurs/trices, des demandes de justification qui leur sont adressées, ainsi que des poursuites à leur encontre en vertu de la Loi sur l'efficacité, la discipline et la responsabilité des employé(e)s de Pendjab (PEEDA Act). »

## **Interamériques**

**Argentine** : Des enseignant(e)s, des étudiant(e)s et des syndicalistes protestent en ce moment même contre les licenciements de masse dans le secteur de l'éducation qui, selon eux/elles, « [s'inscrivent dans le cadre d'un processus visant à saper l'éducation publique et sont les tenants d'un nouveau modèle fondé sur les besoins du marché](#). » L'Association des employés de l'Etat (*Asociación Trabajadores del Estado*, ATE) « dénonce l'utilisation très insuffisante du budget consacré à l'éducation, ainsi que le démantèlement de différents secteurs liés, entre autres, à la formation des enseignant(e)s, aux droits humains, à l'éducation des adultes, aux statistiques, ainsi qu'aux chorales d'enfants et de jeunes. (...) **L'ATE a réprouvé la tentative de "privatisation" de certains programmes tels que Connect Equality**, un projet mis en place par le gouvernement précédent visant à promouvoir l'inclusion numérique et "qui a subi l'incursion d'entreprises

internationales telles que Microsoft et Google”. L’Association des travailleurs de l’Etat (ATE) souhaiterait remplacer ces systèmes d’exploitation par des logiciels libres conçus localement – tels que Huayra – dans les ordinateurs portables distribués gratuitement aux élèves. »

**Canada** : Un rapport publié il y a une vingtaine d’années vantait les bienfaits de la privatisation des services municipaux. Une nouvelle étude révèle toutefois que ces privatisations font l’objet de nombreux regrets, et que toutes ces années de sous-traitance des services ont en réalité augmenté les dépenses des municipalités, au lieu de les diminuer. D’après Charley Beresford, Directrice exécutive du Columbia Institute, ce rapport devrait annihiler tout espoir pour les gouvernements de réduire leurs dépenses grâce à la privatisation. Par exemple, la ville de Vancouver a récemment annoncé qu’elle sous-traitait ses services de recyclage à une entreprise privée à but non lucratif. « La principale raison pour laquelle les services reviennent sous la coupe de l’Etat, c’est que cela coûte moins cher, contrairement à ce qu’on nous avait dit », a-t-elle déclaré à [Metro lors d’un entretien téléphonique](#). « La presse traditionnelle a fait courir une rumeur selon laquelle les services publics seraient **plus efficaces lorsqu’ils ne sont pas fournis par des employé(e)s du secteur public. Mais c’est faux.** »

**Canada** : Les syndicats canadiens s’opposent en grand nombre à l’Accord économique et commercial global entre le Canada et l’Union européenne (AECG). Ils « **appellent à ce que les services publics soient protégés face à la privatisation, estimant que l’AECG menacera les services publics, dans la mesure où il s’avèrera, à l’avenir, plus difficile de reprendre le contrôle des privatisations manquées ou de développer les services publics canadiens.** Les syndicats exigent en outre une meilleure protection des services publics, affirmant que, dans l’état actuel des choses, les services ou secteurs publics n’ayant pas été expressément exclus de l’AECG y seront automatiquement soumis. D’après eux, cet accord **viendra restreindre le droit des provinces, des municipalités et des autres entités de tirer le meilleur parti de leurs marchés publics**, en privilégiant les biens et services locaux. » [*Bulletin Quotidien Europe*, 17 septembre 2016 ; [Déclaration conjointe des syndicats canadiens sur l’AECG](#)].

**Canada** : L’ONG « les Amis des services publics », créée l’an dernier pour lutter contre l’austérité, [condamne la position du Premier ministre Justin Trudeau au regard des « partenariats public-privé »](#). D’après l’ONG, « dans les partenariats public-privé, ce sont les contribuables qui prennent les risques, et les partenaires du secteur privé qui récoltent les bénéfices. Si le partenariat échoue, les contribuables doivent en assumer les conséquences ; et même si tout se passe bien, ils doivent déboursier des centaines de millions de dollars supplémentaires ».

**Canada** : John Tory, le maire de Toronto, prévoit [de privatiser le fournisseur d’électricité de la ville – créé il y a un siècle –](#), un projet auquel la majorité des habitant(e)s de l’Ontario s’oppose. **L’an dernier, Toronto Hydro a versé 56 millions de dollars de dividendes à la ville.** « La Société des professionnels de l’énergie (*Society of Energy Professionals*) a annoncé dans un communiqué de presse que la vente d’une partie du réseau d’électricité de Toronto serait de la “pure folie”. Le syndicat représente 8 000 employé(e)s du secteur de l’énergie en Ontario, dont des ingénieurs de Toronto Hydro. “La privatisation ne doit pas être considérée comme un moyen de pallier les faibles politiques fiscales, le manque d’investissement dans les infrastructures, ou encore la hausse des prix du pétrole. La privatisation ne ferait qu’exacerber ces trois problèmes”, affirme Scott Travers, le Président du syndicat, dans le communiqué de presse. Le syndicat a lancé un site Web, FairHydro.ca, appelant les citoyen(ne)s à expliquer au maire et au conseil “en quoi la privatisation du réseau d’électricité est dangereuse”. »

**Chili** : [La privatisation de l’eau a des conséquences de plus en plus catastrophiques pour les habitant\(e\)s de Santiago.](#) **Francisca Fernández**, porte-parole du **Mouvement pour le recyclage de l’eau et pour la vie** (*Movimiento por la Recuperación del Agua y la Vida*), qui milite en faveur de la gestion publique de l’eau, affirme que « nous devons tourner le dos au modèle de gestion privée de l’eau et reconnaître l’eau comme un droit humain ». Selon *The Guardian*, « au moins 2 000 manifestant(e)s ont investi les rues de la capitale pour exiger le retrait des lois ayant permis la privatisation de l’approvisionnement en eau au Chili. La frustration engendrée par le niveau excessivement élevé du prix de l’eau, la faible qualité des services fournis et l’indifférence face aux inquiétudes relatives à une pénurie future – des problématiques découlant de la privatisation de l’eau – sont autant de raisons ayant motivé cette manifestation ainsi que celles des années précédentes. »

**Etats-Unis** : La ville de Hackensack, dans le New Jersey, [rejette la privatisation de ses services d'assainissement](#), les offres reçues de la part du secteur privé ne permettant pas de réaliser les économies attendues. « Au départ, ce projet de privatisation des services d'assainissement entendait réduire les coûts. Il avait été élaboré en vue de compenser les plus de 2 millions de dollars de dépenses consacrés à l'achat de nouveaux camions poubelles, a fait remarquer David Troast, Directeur municipal. Cependant, ce projet **s'est heurté à la vive opposition des habitant(e)s et des employé(e)s qui craignaient de perdre leur emploi.** »

**Etats-Unis** : [Evgeny Morozov fait taire les rumeurs selon lesquelles le secteur public se serait entiché des nouvelles technologies du secteur privé, telles que Uber et Lyft](#), qui viennent remplacer certains services de transport publics. « Les géants de la Silicon Valley ont des vues sur les services publics. **Mais l'innovation ne serait-elle pas un euphémisme pour la privatisation ?** » Et de conclure : « Que se passera-t-il lorsque les entreprises de technologie auront la mainmise sur le marché ? Deviendront-elles comme les sociétés pharmaceutiques qui, après avoir passé des accords juteux et apparemment éternels avec le gouvernement, **peuvent demander des prix faramineux au secteur public, simplement parce que la concurrence est faible ?** En définitive, ces entreprises qui œuvrent soi-disant dans l'intérêt des autres n'ont d'autre objectif que le leur. »

**Jamaïque** : [Le gouvernement s'apprête à lancer un plan de réorganisation du secteur public, annoncé depuis longtemps.](#) Dans une déclaration devant le Parlement, le ministre des Finances et des Services publics, Audley Shaw, « a déclaré que ce plan prévoirait des actions délimitées dans le temps afin d'améliorer l'efficacité dans le secteur public, notamment par le biais de services généraux partagés ainsi que **de la fermeture, la fusion et la privatisation de certaines entités détenues par l'Etat.** »

**Mexique** : La ville de Mexico a proposé un projet de constitution [qui considère l'eau comme une ressource naturelle et un bien public, social et culturel](#), devant être gérée à l'échelle publique et communale, **et ne pouvant dès lors pas être privatisée**, a déclaré Manuel Granados Covarrubias, conseiller juridique, à l'occasion du Forum de l'eau. Parallèlement, « les membres de l'association Agua para Todos (l'Eau pour tous) ont appelé l'assemblée constituante à veiller à ce que la constitution de la ville comprenne des mécanismes de participation citoyenne et de contrôle de la gestion de l'eau, afin de couper court à toute tentative de contrôle par des entreprises ou autres entités externes actives dans ce domaine ».

## **Europe**

**Espagne** : [L'Entreprise publique d'assainissement de Cordoue \(Empresa Pública de Saneamientos de Córdoba, Sadeco\) embauchera 13 nouveaux/elles travailleurs/euses sous contrat à durée indéterminée](#) pour des services de nettoyage. « Comme nous nous y étions engagés, nous souhaitons poursuivre la recapitalisation de notre entreprise publique, après les années de négligence du gouvernement municipal du Parti populaire (PP), renforcer notre politique en matière de personnel, et ainsi **dissiper tout doute au regard de la privatisation** », a annoncé **le Président de la Sadeco, Pedro Garcia.**

**Espagne** : **La Fédération des associations pour la défense de la santé publique** (*Federación de Asociaciones para la Defensa de la Sanidad Pública, FADSP*) a publié un rapport révélant [de grandes disparités régionales dans les services de santé](#). **Le porte-parole de la fédération, Marciano Sanchez Bayle**, a déclaré que ces dernières années avaient été marquées par « une importante détérioration de l'ensemble du système de santé » en Espagne, et ce, pour trois raisons : les domaines de financement, le fait que l'intérêt pour les services de santé variait d'une municipalité à l'autre, ainsi que le degré de privatisation « dans chaque région ».

**Espagne** : L'équipement et la gestion des laboratoires de trois hôpitaux – Valdecilla, Sierrallana et Laredo – [constituera un atout de taille pour la société qui décrochera le contrat, quelle qu'elle soit](#). En dépit des mises en garde sur le fait que l'implication du secteur privé dans ce processus « **ouvrirait la voie à la privatisation** », ce dernier a été lancé en 2014, et n'a pas été inversé quand le pouvoir a changé de mains.

**Espagne** : La semaine prochaine, l'Association des pompiers du secteur public de Galice [lancera un appel contre la privatisation du service d'incendie de la province d'Ourense](#), et demandera à gérer directement ce service. L'Association estime qu'en plus de « coûter cher » et d'être « inutile », une gestion indirecte se révèle « néfaste » tant « sur la forme que sur le fond ».

**Grèce :** Les travailleurs/euses des compagnies des eaux d'Athènes et de Thessalonique ont débrayé le 26 septembre dernier. Le 27 septembre, ils/elles ont entamé une grève de 24 heures contre la privatisation de ces deux compagnies des eaux. Sous la pression de la Commission européenne, du FMI et de la BCE, le gouvernement grec a inclus la vente d'actions dans le [Protocole d'accord d'août 2015 \(en anglais\)](#).

**Irlande :** [David Gibney, responsable de la communication du syndicat Mandate et coordinateur de Right2Water](#), s'oppose à la privatisation de l'eau ainsi qu'au système de redevance sur l'eau, affirmant que ce dernier ne sera pas rentable d'un point de vue économique, engendrera un gaspillage de l'eau et aura un impact désastreux sur le plan social. « **L'introduction d'une redevance sur l'eau à usage domestique conduira inéluctablement à la privatisation de l'eau.** Si vous en doutez, demandez-vous pourquoi le gouvernement irlandais s'obstine à refuser d'organiser un référendum visant à inscrire dans la Constitution que l'eau constitue un bien commun. Même si à, l'avenir, les gouvernements ne cherchaient pas à privatiser l'eau, l'UE et le FMI ont déjà contraint certains pays à brader leurs services de distribution d'eau en période de crise économique par le passé, à l'instar des récents événements en Grèce et au Portugal. **Ils n'ont pas pu en faire de même en Irlande dans le cadre du plan de sauvetage financier du pays, parce qu'il n'y avait aucun canal de levée de fonds. Au lieu de cela, ils ont amorcé la première étape, à savoir l'installation de compteurs.** »

**Royaume-Uni :** [Les travailleurs/euses protestent contre le projet de privatisation du Département des Technologies de l'information et de la communication de Glasgow](#). « Le syndicat UNISON, qui représente de nombreux membres du personnel, estime que cette décision entraînera une hausse des coûts à long terme, une perte de contrôle du conseil sur une fonction clé et a mis en garde contre la menace qu'elle ferait planer sur les emplois. **Le Secrétaire de branche d'UNISON, Brain Smith, considère que le meilleur moyen pour garantir des services de qualité, c'est de veiller à ce qu'ils demeurent sous la coupe démocratique du conseil.** D'après M. Smith, l'argent public ne doit pas être utilisé afin d'accroître les profits des multinationales du secteur privé. »

**Royaume-Uni :** Democratic Audit, une ONG britannique, met en lumière [les conséquences dévastatrices de la sous-traitance sur l'offre de justice publique administrative et sur les services](#) pour les personnes à bas revenu, à l'instar du système de crédit d'impôt privatisé du Royaume-Uni.

**Slovaquie :** La Confédération syndicale slovaque (KOZ) a rejoint l'initiative de lutte contre la signature de l'Accord économique et commercial global. [*Tlacova Agentura Slovenskej Republiky*, 22 septembre 2016].

**Suisse :** Le 3 novembre prochain, une journée nationale d'action sera organisée dans les hôpitaux publics suisses, afin de dénoncer la pression sans cesse croissante que subit le personnel du secteur de la santé. Si la révision de 2007 de la Loi sur l'assurance maladie a accéléré le processus de privatisation des hôpitaux, l'amélioration des performances et la baisse des coûts se font toujours attendre. La concurrence qui règne entre les hôpitaux privés a fortement détérioré les conditions de travail du personnel. « Les initiatives prises à l'encontre de l'immigration de masse pourraient venir aggraver la pénurie de personnel qualifié, déjà jugée alarmante. **Les [Syndicats des services publics] comptent faire valoir plusieurs revendications, notamment contre le dumping salarial** et en faveur de la protection de la santé des travailleurs/euses. » [*ATS-Agence Télégraphique Suisse*, 22 septembre 2016]

[L'Internationale des services publics \(ISP\)](#) est une fédération syndicale internationale représentant 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 150 pays à travers le monde. L'ISP défend les droits humains et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. L'ISP travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations.